

JOURNAL DE CAMPAGNE

Bulletin bimensuel d'actualités et d'information de la Campagne 2013 pour la paix en Colombie

Numéro 12 - Informations du 04 au 18 décembre 2013

« BREVES DE PAIX »

Tendances, points forts, infos diverses... L'actualité du processus de paix en quelques lignes !

✦ **Les FARC annoncent une trêve unilatérale de 30 jours**

Le dimanche 8 décembre, à quelques jours de la clôture du [17^e cycle des négociations](#), les FARC ont annoncé un cessez-le-feu de 30 jours à partir du 15 décembre. L'annonce a été faite un jour après l'attentat contre la caserne de Police de Inzá, dans le Cauca (sud-ouest du pays, Ndlr), dans lequel 9 personnes sont décédées, parmi lesquelles 3 civils.

C'est la deuxième trêve déclarée par la guérilla colombienne depuis le début des négociations, après celle annoncée le 19 novembre 2012 et qui s'est maintenue jusqu'à février 2013.

Dans le communiqué lu par « Pablo Catatumbo », les FARC assurent qu'elles abritent l'espoir que leur geste soit relayé par le Gouvernement en ordonnant un cessez-le-feu. Cependant, elles ont également souligné que leur unités resteront alertes et qu'elles riposteront à toute agression de l'armée.

Le 18^e cycle de négociations, initié le 17 décembre, devrait donc se tenir dans un climat moins tendu que celui des semaines qui l'ont précédé et qui ont été notamment marquées par la destitution du maire de Bogotá, Gustavo Petro, ancien membre de la guérilla démobilisée M-19.

✦ **Le trafic de drogues au centre des discussions à La Havane**

Cette semaine s'est ouvert le 18^{ème} cycle de négociations. Le point de l'agenda traité, le 3^{ème}, est celui lié à la problématique des trafics illicites. La Colombie a produit 309 tonnes de cocaïne sur 48.000 Hectares en 2012, selon [un rapport de l'ONU](#). Ce qui en fait depuis longtemps l'un des principaux producteurs mondiaux.

Véritables gangrènes, ces trafics en tous genres alimentent la narco-économie, la corruption, les inégalités sociales et évidemment, le conflit. Entre pro-légalisation et partisans de l'éradication, les débats sont vifs.

Mais au-delà des négociations et des postures politiques, les victimes restent les paysans, contraints de cultiver la coca lorsque l'on sait qu'en cultiver un kilo rapporte au paysan 4 fois plus que la culture d'un kilo de maïs et que ces territoires sont en outre contrôlés généralement par des groupes armés illégaux qui font régner la loi via le contrôle social.

Comme pour les autres questions soulevées lors de ces Dialogues de Paix, tout le défi consiste à entendre, pour les traiter, les causes structurelles des différents patrons de violence qui traversent l'histoire colombienne.

👉 **Les Parlementaires du monde soutiennent les Dialogues de paix**

L'Action mondiale des Parlementaires (AMP) a débattu sur la paix en Colombie dans le cadre d'un forum organisé à Bogotá, entre le 9 et le 10 décembre et qui a été clôt par le président Juan Manuel Santos.

Le groupe de législateurs a donné une lettre aux ambassadeurs de Cuba et de Norvège, pays garants des négociations, qui devrait être remise aux délégations présentes à La Havane et dans laquelle ils expriment leur soutien inconditionnel au processus de paix.

Les parlementaires réunis étaient d'accord sur le fait que « *la paix en Colombie est une affaire d'importance internationale étant donné que c'est le conflit le plus ancien de l'hémisphère occidental, qui a coûté la vie à des milliers de personnes et qui interfère manifestement avec le développement du pays* ».

Ils mettent également à disposition leurs connaissances et expériences comparées dans le dessein de contribuer au succès des négociations.

« ÇA S'EST DIT ! » Déclarations et petites phrases...

👉 **« Tout défenseur des droits humains et de la paix doit être exalté et protégé. C'est pour cela que nous demandons pardon. Je demande pardon »,** *Juan Manuel Santos, président colombien.*

Le président s'adresse ici à la Communauté de paix de San José de Apartadó, accusée en 2005 par l'ancien président Alvaro Uribe d'aider les FARC dans la région de l'Urabá (nord-ouest du pays, ndlr) et d'interférer avec le travail de la Force publique. Santos a ainsi accompli la décision de la Cour Constitutionnelle qui, l'an dernier, avait ordonné à l'Etat de se rétracter quant à ces accusations infondées.

👉 **« Nous voulons une Colombie et des champs sans coca »,** *Humberto De la Calle, chef de la délégation gouvernementale à La Havane.*

Le gouvernement colombien a toujours été inflexible dans cette position, radicale aux yeux des négociateurs des FARC, qui sont pour la lutte contre la cocaïne et le trafic de drogues mais sans que cela suppose l'éradication des cultures de coca. Le débat sur le narcotrafic devrait se poursuivre au cours du 18^e cycle de négociations.

« ACTUS DE CAMPAGNE »
Point sur la Campagne d'information et de plaidoyer en France

👉 Avant la dernière ligne droite, un point sur la Campagne en France !

Associations adhérentes : en 2013, ce sont [13 associations en France](#) - Ile de France, Nord, Rhône-Alpes, Centre ou Bourgogne - qui ont adhéré à la Campagne

Signatures d'élus : pour rappel, la Campagne de soutien aux initiatives de paix en Colombie est notamment dirigée à tous les élus de nos territoires, de façon à sensibiliser et faire du plaidoyer sur la Colombie au niveau local, faire le lien entre les problématiques colombiennes et informer du dynamisme des associations locales sur la solidarité internationale.

Le travail auprès des élus se caractérise par de nombreuses prises de contacts, éventuellement des RDV et in fine la possibilité de soutenir concrètement la Campagne par la signature d'un Manifeste commun aux associations adhérentes.

A ce jour, ce sont 13 élus français qui nous ont retourné leur signature. Parmi celles-ci, 2 sénateurs, 1 député, 4 maires et 6 conseillers municipaux. 10 départements différents sont représentés (Ardèche, Drôme, Meurthe-et-Moselle, Nord, Rhône, Paris, Somme, Essonne, Val-de-Marne, Val d'Oise).

Près d'une dizaine d'autres signatures devraient nous parvenir après les fêtes, et nous espérons atteindre 30 à 35 soutiens d'ici au mois de Février prochain, lorsqu'il sera temps de faire les comptes finaux !

Nous appelons évidemment les organisations adhérentes à se mobiliser en début d'année 2014, bien que le calendrier électoral soit chargé, afin de faire savoir aux élus de leurs territoires quelles sont les problématiques et les enjeux pour la Colombie et pour les relations que la France et les français partagent avec ce pays, également proche d'échéances historiques (législatives en Mars et présidentielles en Mai).

Dans les prochaines éditions, nous vous informerons du programme prévu pour la fin de la Campagne (Mars 2014), de son impact envisagé par l'envoi des résultats en Colombie et par les actions envisagées ou non suite à cette initiative lancée en Avril 2013.

*Le Journal de Campagne ne sera pas édité
pendant les fêtes de fin d'année*

**↘ PROCHAIN BULLETIN LE 27
JANVIER !**

Feliz Navidad !!

www.reseaufrancecolombie.wordpress.com

reseaucolombie@gmail.com

Rédaction : Juan Felipe Duque/Olivier Lagarde